

12^{ème} Conférence Internationale de Gouvernance de l'AAIG
Impacts des nouvelles normes et règles sur la gouvernance des organisations
2-3 mai 2013 à Audencia Nantes

Appel à communications



Chaque année depuis 2002, cet évènement est l'occasion de réunir les chercheurs qui s'intéressent à la thématique interdisciplinaire de la gouvernance. Les premières éditions se sont déroulées à Bordeaux, Florence, Genève, Lyon, Metz, Mons, Montréal et Strasbourg.

Dans le cadre de sa 12^{ème} conférence annuelle, l'AAIG invite les chercheurs de toutes disciplines (gestion, finance, économie, droit, sociologie,...) à proposer des contributions empiriques ou théoriques explorant les évolutions des différentes formes de gouvernance publique et privée pour répondre aux nouvelles pressions institutionnelles.

Dans un contexte de crise multiforme, chaque pays a adopté de nouvelles règles et normes ayant eu des répercussions sur les stratégies des acteurs (entreprises, banques privés et publiques, investisseurs du Private Equity, hedge funds, investisseurs socialement responsables, salariés, clients, fournisseurs et société civile) et sur les mécanismes de gouvernance des organisations privées et publiques (entreprises cotées, entreprises mutualistes et coopératives, ETI, PME, associations, entreprises publiques, universités, organisations à but non lucratif,...).

Cette thématique générale portant sur les impacts des nouvelles normes et règles sur la gouvernance des organisations privées et publiques peut notamment être déclinée autour du paradigme de l'efficacité et de la légitimité afin de répondre aux questions suivantes, dont la liste n'est pas exclusive :

- Quelles sont les stratégies des différentes parties prenantes (entreprises, financeurs, salariés, société civile,...) face à ces nouvelles pressions institutionnelles ? En particulier, quelles stratégies les SA ont-elles mis en place pour avoir en 2017 40% de femmes dans leur conseil d'administration ?
- Quelle est la légitimité de ces nouvelles stratégies et leurs incidences sur la répartition du pouvoir ? Quel est le rôle des sociétés de conseil en droit de vote (*proxy advisor*) ? Faut-il légiférer leur comportement en Europe ?
- Quelles sont les formes de gouvernance émergentes ? La SCOP est-elle un mécanisme alternatif aux opérations à effet de levier ?
- Comment s'adaptent les autres formes de gouvernance ? Quelles formes de gouvernance sont mobilisées pour gérer les référentiels en matière de développement durable et de responsabilité sociale des organisations (Global Compact, Global

Reporting Initiative, ISO 26000, Grenelle 2,...) ?

- Quels sont les effets de ces pressions institutionnelles sur les indicateurs de création et de répartition de la richesse créée dans les gouvernances territoriales ? Sont-ils source d'efficacité ?
- Enfin, ces nouvelles normes et règles ne risquent-elles pas de décourager voire d'étouffer les administrateurs ?

Calendrier

Les papiers, rédigés en français ou en anglais, sont à déposer sous format électronique (word ou pdf) sur le site internet du congrès <http://www.cig2013.org/> avant le **17 février 2013**.

Les auteurs seront informés des décisions du comité scientifique (acceptation ou rejet) avant le **18 mars 2013**.

Comité d'organisation

- Carine Girard (Audencia Nantes)
- Martine Mespoulet (Maison des Sciences de l'Homme Ange-Guépin Nantes)

Contact

- Barbara Haddou : bhaddou@audencia.com